

Lettre ouverte de l'Union Juive Française pour la Paix à Jean-Jack Queyranne

Lettre ouverte à Monsieur Jean-Jack Queyranne, Président de la région Rhône Alpes, ancien ministre

Le 11 juillet 2012

Monsieur le Président,

Nous voulons en premier lieu remercier la Région Rhône Alpes et vous-même pour avoir permis que se déroule dans les meilleures conditions l'Université d'été de 2012 de la solidarité internationale, et notamment son module 11 dont nous avons pris l'initiative qui a été consacré au thème : « Citoyenneté de demain : Le cas de la Palestine ». La réalisation de ce module a été un réel succès, tant en ce qui concerne la qualité des intervenants et des débats qu'en ce qui concerne le nombre et la variété des participants.

Nous tenons d'autant plus à vous remercier que, respectueux de la liberté d'expression, vous avez parrainé une manifestation malgré les désaccords que vous pouviez avoir avec des associations et des intervenants, et particulièrement sur la question d'Israël et de la Palestine.

Nous prenons au sérieux vos objections et tenons donc à vous répondre.

Nous ne pouvons être d'accord avec vous quand vous présentez Israël comme un pays « qui reste une des seules démocraties du Proche-Orient ».

Israël se veut un « Etat juif et démocratique ». C'est un oxymore. Il n'est démocratique que pour les Juifs, et oppose son caractère juif à tous les autres, et en premier lieu aux Palestiniens.

Vous ne pouvez pas ignorer l'ensemble des résolutions de l'ONU qu'Israël refuse d'appliquer. Vous ne pouvez pas ignorer l'illégalité du Mur, du blocus, de l'occupation, de l'annexion de Jérusalem Est, du plan Praver concernant les Bédouins du Néguev.

Vous ne pouvez pas ignorer les discriminations dont sont victimes les Palestiniens en Israël même en matière de logement, d'éducation, de mariage, d'emploi, sans oublier les villages non reconnus privés d'eau et d'électricité. C'est pour cela que le concept d'apartheid à l'égard d'Israël correspond bien à la réalité.

Il ne s'agit pas de calquer l'analyse de l'apartheid sud-africain sur la situation en Israël. Il s'agit de prendre en compte la définition en Droit international du crime d'apartheid, et de constater que les discriminations dont est victime le peuple palestinien répondent à cette définition. C'est la conclusion à laquelle est parvenue la troisième session du Tribunal Russell sur la Palestine qui s'est tenue au Cap en novembre dernier, et qui a bénéficié du soutien des militants de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, au premier rang desquels le Président Nelson Mandela et Desmond Tutu. Comme le dit ce dernier, non seulement il y a apartheid, mais la situation est pire pour les Palestiniens car jamais les Blancs d'Afrique du Sud n'ont voulu nous expulser, jamais ils n'ont bombardé les Bantoustans.

Situation d'apartheid, c'est aussi la conclusion à laquelle est parvenue le groupe international d'experts sur l'accès des peuples à l'eau, groupe auquel participait le député français Jean Glavany.

Alors, il devient impossible de ne pas entendre l'appel de la société civile palestinienne. Appeler au boycott des institutions israéliennes, c'est effectivement dire aux

Israéliens : vous vous mettez au ban des nations. Il n'y aura pas de paix possible au Proche Orient pour une communauté juive sans reconnaissance des torts faits au peuple palestinien.

Nous ne boycottons pas les personnes. Des Israéliens participent à nos initiatives. Mais à l'image de la campagne qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, le boycott économique, culturel, universitaire et sportif appelle les dirigeants de la communauté internationale à mettre fin à l'impunité d'Israël dans sa violation permanente du droit international.

Voilà, Monsieur le Président, ce que nous tenions à vous dire en réponse à vos mots de bienvenue.

Et nous souhaitons que ce premier échange puisse être poursuivi. Nous sommes à votre disposition pour cela. Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à notre indéfectible attachement au caractère universel des droits humains.

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

